

L'essor des universités privées au Liban : stratégies de conquête de nouveaux « marchés » étudiants

Lama KABBANJI* et Kévin MARY**

Introduction

Depuis 2005, au Liban, plus de la moitié des étudiants de l'enseignement supérieur sont inscrits dans un établissement privé. Durant l'année universitaire 2018-2019, ils sont plus de 60 % à fréquenter ce type d'institution, soit 138 224 étudiants¹. Le système d'enseignement supérieur y est stratifié, composé de 47 établissements, dont une seule université publique, l'université libanaise, qui n'a cessé de voir son statut et ses ressources décroître depuis la guerre au Liban (1975-1990), quelques universités d'élites et une myriade d'universités privées axées sur le marché.

Ce renforcement du secteur privé — qui est essentiellement le fait d'universités² — est assez récent puisqu'il remonte au début des années 1990 et à la mise en place de politiques d'inspiration néolibérale par les gouvernements successifs

* Démographe, chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), attachée au Centre population développement (CEPED), membre de l'observatoire MobÉlites <https://www.ceped.org/fr/membres/chercheurs-enseignants-chercheurs/article/kabbanji-lama>.

** Géographe, maître de conférence à l'université de Perpignan Via Domitia, attaché au laboratoire Acteurs, ressources et territoires dans le développement (ART-Dev/ UMR5281). Chercheur associé au CEPED dans le cadre de l'observatoire MobÉlites.

1 Chiffres du Centre de recherche et de développement pédagogiques (CRDP) : <http://www.crdp.org/files/202006040404521.pdf>

2 Sur les 47 établissements mentionnés plus haut, seuls 9 sont des instituts ou des collèges universitaires (dont deux IUT).

de Rafiq Hariri, qui ont ouvert la voie au développement d'initiatives privées dans l'enseignement supérieur. Cette dynamique s'est ensuite poursuivie et accentuée au tournant des années 2000, sous l'effet d'une dérégulation toujours plus avancée du secteur de l'éducation (Mélonio & Mezouagh, 2010 : 44).

Pourtant, l'émergence de l'enseignement supérieur privé au Liban n'est pas nouvelle. Elle est au contraire à l'origine du développement des universités dans le pays à partir du milieu du XIX^e siècle. Dans le cadre de missions religieuses chrétiennes, deux universités fondées sur le modèle occidental ont vu le jour. La première, l'université américaine de Beyrouth (AUB), date de 1866 et la seconde, l'université Saint-Joseph (USJ), fut créée en 1875. Ces deux institutions ont dominé le monde universitaire libanais pendant près de 70 ans. Il faudra en effet attendre l'inauguration de l'université libanaise (UL) en 1951 pour voir émerger une troisième université, publique celle-là. Quatre autres universités privées vont ensuite être créées entre 1960 et 1987, essentiellement pour répondre à une volonté de rééquilibrage d'ordre socioconfessionnel³. Elles constituent aujourd'hui les universités d'élite, bien installées dans le paysage académique libanais et bénéficient d'un prestige symbolique important (Kabbanji, 2012 : 135).

Les institutions d'enseignement supérieur dont il sera question dans cet article font partie de ce que l'on pourrait appeler une « seconde vague » d'établissements inaugurés à partir des années 1990. Ils sont axés sur une vision utilitariste de l'éducation. Le contexte de la reconstruction d'après-guerre a en effet entériné le choix du gouvernement libanais de faire appel aux capitaux privés à la fois locaux et étrangers (Baumann, 2016). La logique de développement du secteur privé de l'enseignement supérieur après les années 1990 tient plus de l'absorption des excédents d'étudiants que du modèle de la croissance du privé dédié à la formation des élites, comme c'était le cas avant la guerre.

L'enseignement supérieur libanais se caractérise dans les années 2000 par la multiplication du nombre d'établissements privés dans un contexte où l'État encourage, par son effacement, la compétition entre toutes ces universités (Kabbanji, *op. cit.* : 142). Cette nouvelle vague est d'abord entièrement privatisée : aucune nouvelle université publique n'a vu le jour. Le secteur de l'enseignement supérieur libanais apparaît ensuite très peu régulé et donc très composite. Des contrastes importants se dessinent entre des universités de grande taille comme la Lebanese International University (LIU) et ses 20 000 étudiants — ce qui en fait

³ Pour un développement plus détaillé de la formation de ces premières universités au Liban, voir Kabbanji, 2012 : 128-129.

la plus importante université privée du pays en nombre d'inscrits en 2019 — et des établissements qui restent confidentiels, presque cachés dans les immeubles des banlieues beyrouthines ou dans de simples maisons dans les espaces ruraux éloignés.

S'il est établi que ces établissements s'insèrent dans une démarche orientée vers le marché et le profit (Kabbanji, 2012 ; Herrera, 2006 : 417), cet article propose de saisir les logiques et les stratégies mises en place par ces universités pour se développer. Ce faisant, nous tentons de comprendre dans quelle mesure l'enseignement supérieur au Liban est réorganisé sur des principes entrepreneuriaux et, le cas échéant, comment se développe cette dynamique qui renvoie au concept de capitalisme académique⁴. Pour reprendre les mots de Jessop, alors que le capitalisme académique décrit une tendance générale dans l'organisation structurelle globale et la réorientation stratégique des champs de l'éducation et de la recherche, la notion de l'entrepreneuriat sert à saisir la logique et le contenu de cette réorientation stratégique (Jessop, 2018). Reprenant les éléments identifiés par Schumpeter pour analyser l'innovation entrepreneuriale dans l'entreprise, Jessop examine comment les universités « entrepreneuriales » vont développer cinq types de stratégies visant à augmenter leurs revenus, leur réputation ou leur classement international. Parmi celles-ci, deux en particulier s'appliquent au cas des universités qui font l'objet de cet article : la recherche de nouveaux marchés pour écouler leurs produits et services (ouverture d'antennes délocalisées, élargissement géographique ou social du bassin de recrutement étudiant, etc.), ainsi que de nouvelles « sources d'approvisionnement » en étudiants, enseignants ou chercheurs pour améliorer leur compétitivité (baisse des coûts, amélioration de la réputation et du classement international, signature d'accords de coopération avec des universités d'élite, développement de nouvelles sources de revenus, etc.).

Nous examinons dans cet article comment se déclinent ces deux types de stratégies au Liban et leurs effets sur la géographie de l'enseignement supérieur dans le pays. Nous analysons en particulier le déploiement spatial des établissements privés par le biais des ouvertures de campus sur l'ensemble du territoire libanais dont l'objectif est d'aller chercher, toujours plus loin, de nouvelles « clientèles » étudiantes. Nous abordons ensuite la concurrence qui découle de

⁴ Le concept de capitalisme académique a été développé pour étudier les liens de plus en plus complexes entre monde académique et capitalisme (Slaughter et Taylor, 2015 ; Jessop, 2017, 2018). Ce concept fournit un cadre théorique approprié pour comprendre dans quelle mesure l'enseignement supérieur et la recherche sont réorganisés sur des bases capitalistes ou entrepreneuriales.

l'implantation de ces nouveaux établissements et les manières dont ils essaient d'y répondre en tentant de se démarquer les uns des autres. Enfin, le texte s'intéresse aux représentations dont sont porteuses certaines de ces universités et qui renvoient à la recherche de « labels » internationaux, synonymes à leurs yeux d'une certaine qualité d'enseignement. Ces analyses nous permettent d'identifier, en dernière instance, la manière dont le modèle dominant néolibéral de l'enseignement supérieur a été adapté dans le contexte libanais.

Cette étude mobilise premièrement les données administratives du Centre de recherche et de développement pédagogique (CRDP) du Liban et les sites Internet des universités. Ces sources nous ont servi à effectuer une première cartographie de l'enseignement supérieur, qui permet d'illustrer les modalités d'expansion des établissements créés après 1990. La recherche repose également sur une première série d'enquêtes menées en 2017 et 2018. Des visites de terrain ont été effectuées dans les différentes régions pour valider les données administratives et la géolocalisation des universités. Nous nous sommes ensuite particulièrement intéressés aux cas de l'université libanaise internationale (LIU) et de l'université moderne pour les affaires et la science (MUBS), deux des universités de la « deuxième vague » les plus réputées du Liban et qui se distinguent par des stratégies commerciales différentes. La LIU, fondée en 2001 dans la Bekaa orientale, est, en 2019, la plus importante quant aux effectifs d'étudiants inscrits (en deuxième position après l'université libanaise publique). Elle se démarque aussi par le plus grand nombre d'antennes déployées au Liban, dont le campus beyrouthin est le plus important⁵, ainsi que par une stratégie d'expansion internationale. La MUBS, créée en 2000 à Beyrouth, privilégie, de son côté, les partenariats avec des universités étrangères, la co-diplomation, et mise sur « l'excellence » de son offre de formation, cautionnée par l'adoption du modèle d'éducation américain.

Une dizaine d'entretiens semi-dirigés ont été conduits auprès de différents acteurs de ces deux universités (directeur d'université, responsables administratifs et pédagogiques, chercheurs et enseignants). Des entretiens informels ont aussi été menés avec le personnel administratif et le corps enseignant de différents autres établissements. Enfin, l'article s'appuie sur les connaissances accumulées dans le cadre d'une recherche conduite entre 2014 et 2016, au Liban, sur les mobilités académiques et la production de savoirs en sciences sociales, durant

⁵ 13 000 étudiants y étaient inscrits en 2018 selon un entretien mené au campus de Beyrouth en octobre 2018.

laquelle une enquête a été menée dans quatre universités libanaises (Kabbanji *et alii*, 2019)⁶.

Une nouvelle géographie de l'enseignement supérieur à partir de 1990

Avec 47 établissements d'enseignement supérieur reconnus officiellement en 2019 pour une population d'environ 6 millions d'habitants, couplé à un territoire national marqué par son exigüité⁷, le maillage universitaire libanais se caractérise avant tout par la densité de son offre. La répartition actuelle renvoie cependant à une évolution dans le temps et dans l'espace selon un mouvement global de poussée des centres vers les périphéries du pays.

D'une manière générale, la répartition des établissements d'enseignement supérieur se greffe sur les grandes zones de peuplement du territoire national (carte 1). Ainsi, le maillage universitaire se fait dense dans les espaces urbains littoraux, en particulier à Beyrouth et les espaces côtiers situés au nord et au sud de la capitale : les universités s'affirment ici comme une composante ou un « marqueur métropolitain » (Dang Vu *et alii*, 2015). La métropole beyrouthine constitue logiquement le premier *hub* universitaire du pays en tirant parti de la concentration des activités à haute valeur ajoutée (grandes entreprises, centres de décision, aéroport international, etc.) présentes sur ce territoire. Un second pôle se dessine au nord, à Tripoli, deuxième ville du pays, tandis que les espaces ruraux du Sud et de l'Ouest se révèlent les plus dépourvus en infrastructures d'enseignement supérieur. La zone sud du Liban est pourtant densément peuplée, mais son territoire est marqué par l'occupation israélienne jusqu'en 2000, la guerre menée par Israël au Liban en 2006 et par les tensions dans la zone frontalière. Cette région pourrait à l'avenir voir se développer de nouveaux campus universitaires comme l'affirme le sociologue Jacques Kabbanji, spécialiste de l'enseignement supérieur⁸.

6 http://theacss.org/pages/rgp_cycle2_kabbanji

7 D'une superficie d'environ 10 000 km², le territoire libanais est à peine plus grand que celui de Chypre ou de la Corse.

8 Entretien à Beyrouth, octobre 2017.

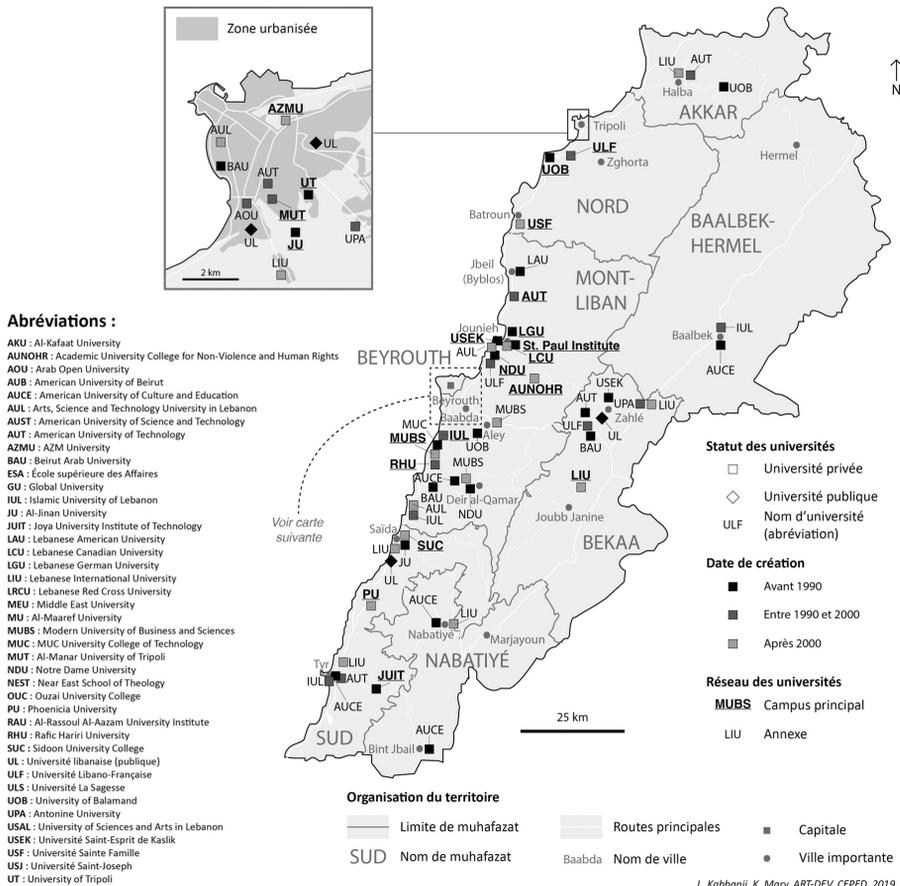
L'examen de la répartition des universités à l'échelle du Liban comme à celle de Beyrouth et ses banlieues fait ressortir, outre des tendances globales exprimées plus haut, plusieurs logiques. La première est celle du « dédoublement » des universités suivant un schéma d'ouverture d'annexes sur le territoire national qui s'est opéré selon deux temporalités et logiques distinctes. C'est d'abord l'entrée du Liban dans la guerre civile de 1975 à 1989 qui a conduit les universités à se dédoubler de part et d'autre de la ligne de démarcation séparant les quartiers est et ouest de Beyrouth. Dans un territoire en guerre où les déplacements sont rendus difficiles, voire dangereux, le but est de pouvoir atteindre les usagers et le corps enseignant. C'est le cas de l'université libanaise (UL) dont les facultés sont en majorité à l'ouest de Beyrouth mais qui en ouvre de nouvelles de l'autre côté de la « ligne verte⁹ » de démarcation par le biais de locations de bâtiments, pas toujours adaptés à l'enseignement. Elle se déploie également dans la Békaa avec une annexe à Zahlé, puis ouvre une antenne à Tripoli et Saïda. L'université américaine de Beyrouth (AUB) sort quant à elle de son fief du quartier ouest de Hamra pour ouvrir un *Off campus program* à l'est de la ville, fermé depuis. Bien qu'elle épargnât les universités, la destruction presque intégrale du centre-ville de Beyrouth avait pour but d'enrayer tout développement de territoires « mixtes » du point de vue de leur population (Beyhum, 1994 : 34). Les universités qui ouvrent pendant la guerre le font dès lors en vertu de nouvelles logiques de centralités « communautaires », à l'image de l'université de Tripoli, sunnite, et de l'université grec-orthodoxe de Balamand, située quelques kilomètres plus au sud de la ville. Loin d'un réel processus de décentralisation pourtant promu avant la guerre, celle-ci consacre des universités devenues un « enjeu idéologique d'une politique d'autonomisation des territoires politiques » (Beyhum, 1994 : 34).

Au sortir de la guerre en 1990, la carte de l'enseignement supérieur est donc partiellement redessinée par de nouvelles relations entre universités et territoires. La période qui s'ouvre alors est en revanche bien différente par son contexte. Une fois la paix installée et l'accessibilité rétablie, de nouvelles universités, et surtout des annexes, voient le jour à la fois dans la capitale et dans les différentes régions du pays, à tel point que certains espaces apparaissent aujourd'hui saturés tels Beyrouth et son continuum urbain nord et sud. Après le repli « communautaire »

9 Nom donné à la ligne de démarcation séparant les quartiers à majorité musulmane de Beyrouth-Ouest des quartiers à majorité chrétienne de Beyrouth-Est, de part et d'autre de la rue de Damas. Devenue inhabitée pendant la guerre, cette rue a progressivement vu se développer un couvert végétal.

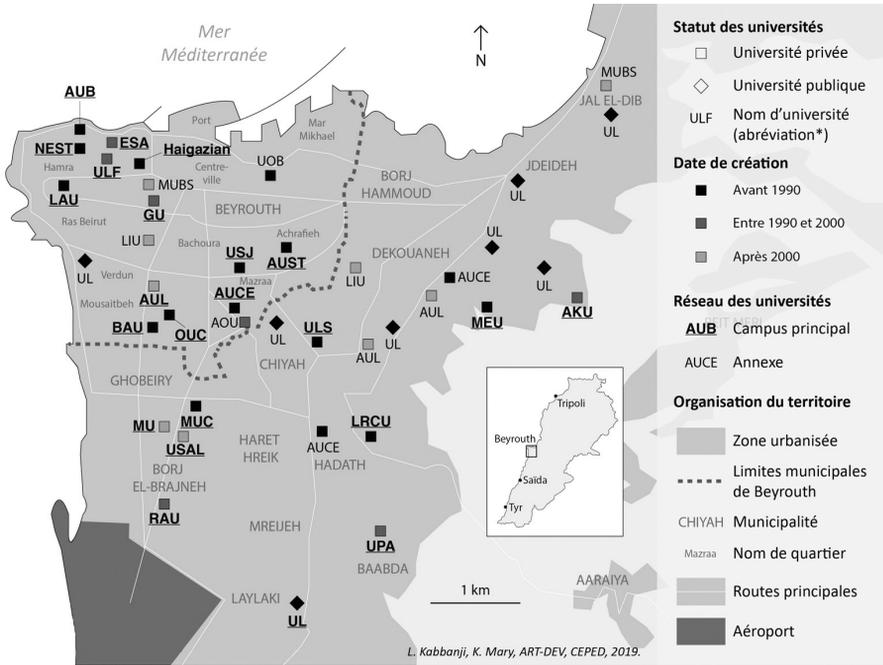
des universités pendant la guerre, la progression des délocalisations géographiques vers les périphéries exprime ici la montée d'un « marché étudiant » dans le cadre de la libéralisation de l'économie libanaise, sans pour autant remettre en cause les lignes de démarcation confessionnelles instaurées par la guerre.

Carte 1. Répartition des universités au Liban (2019)



Source : ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Liban, 2017 ; enquêtes personnelles, 2017-2019.

Carte 2. Les universités à Beyrouth et dans ses banlieues (2019)



* Pour la signification des acronymes se référer à la carte 1.
 Source : ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur du Liban, 2017 ; enquêtes personnelles, 2017-2019.

Le développement de l'université moderne pour les affaires et la science (MUBS) donne à voir ce processus. Créée en 2000, l'université s'implante d'abord dans un petit immeuble du quartier de Hamra à Beyrouth, proche d'universités comme l'AUB et l'université libano-américaine (LAU). Trop exigü, le bâtiment est vite abandonné au profit d'un emplacement plus proche encore du centre-ville, aux abords de la rue Spears. Ensuite, l'implantation d'annexes ailleurs dans le pays est justifiée par « *le besoin des autres régions* », selon les mots de la doyenne de la faculté des sciences de la santé :

« Dans la région du Chouf, il n'y avait que très peu d'universités... deux ou trois au maximum... et elles étaient très éloignées les unes des autres, alors cela a été une bonne chose de s'implanter dans cette région en manque

d'universités. À Aley et à Semkanieh, c'était la même chose [...]. Être dispersé dans tout le pays nous a permis d'attirer plus d'étudiants¹⁰. »

La stratégie consiste, dans ce cas de figure, à anticiper la demande en enseignement supérieur en se positionnant au plus près — géographiquement — des habitants de zones rurales jusqu'ici peu habitués à susciter l'attention du monde académique. La logique ciblant prioritairement de potentiels étudiants décrite ici renvoie plus au modèle de la franchise commerciale qu'à celui de l'ouverture d'un établissement de prestige, moteur d'une économie locale de la connaissance, à l'image de ce qui peut être vu dans les métropoles (Veltz, 2014). Dans cette stratégie d'implantation périphérique, la MUBS trouve en outre de nouveaux alliés parmi les autorités locales qui voient les universités comme des aménités urbaines, facteurs de dynamisme et de renouveau pour leur commune, comme l'indique la doyenne de la MUBS :

« Nous avons ouvert tous nos campus en coordination avec les municipalités partout où l'on s'est installé. [...] À Dammour, la municipalité nous a indiqué que l'ouverture de notre université allait permettre aux habitants d'augmenter leur niveau d'éducation, d'être plus ouverts. »

Les enseignements dispensés dans les annexes sont peu demandeurs en moyens et peuvent être dispensés dans des locaux non spécifiques. Cela permet aux établissements un investissement initial limité pour l'ouverture d'annexes. Une simple maison peut ainsi héberger les locaux d'une université, comme c'est le cas dans la ville de Baakline où l'une des annexes de l'AUCE a emménagé dans une ancienne maison bourgeoise. Le large logo de l'université installé sur la devanture de la maison lui donne des airs « d'université au village ». D'autres fois, seulement quelques pièces ou un étage d'un immeuble servent de locaux. Ces annexes ne sont pas toujours facilement reconnaissables ou identifiables et l'empreinte qu'elles laissent sur le paysage urbain s'avère parfois très faible.

Outre les espaces ruraux du Liban, des zones urbaines périphériques ont également fait l'objet d'investissements universitaires, en particulier dans les banlieues beyrouthines. La carte de localisation des établissements d'enseignement supérieur dans la capitale libanaise et ses banlieues adjacentes fait en effet

10 Entretien à Beyrouth, octobre 2017. Le site Internet officiel de la MUBS indique par ailleurs dans un onglet relatant son histoire que l'université a « *apporté l'enseignement supérieur dans des régions du Liban qui ont auparavant été négligées et oubliées* » : http://www.mubs.edu.lb/en/about_mubs/history.aspx (consulté le 12 février 2019).

ressortir un maillage universitaire pratiquement aussi dense dans et en dehors des limites municipales de Beyrouth (carte 2). En banlieue, si l'on s'en tient aux périodes de création des établissements, quasiment la moitié s'y sont implantés après la guerre¹¹. À Beyrouth, les universités créées après 1990 sont en revanche moins nombreuses que les plus anciennes¹². Au sud de la capitale semble émerger un nouveau front de création d'établissements particulièrement actif constitué de plusieurs universités ouvertes depuis 1990 et qui ne sont pas des annexes. Avant la fin de la guerre, seul le Collège universitaire de technologie (MUC) était implanté dans cette zone. Depuis, on dénombre quatre nouveaux établissements. Cette banlieue beyrouthine située entre les limites municipales de la capitale et l'aéroport est un espace historiquement stigmatisé qui renvoie dans les représentations courantes à « un territoire chiite, pauvre, anarchique, illégal et islamiste » (Harb, 2003 : 70). La *dâhiye*¹³, comme l'appellent les habitants de Beyrouth, est en effet l'une des banlieues populaires les plus densément peuplées de la capitale. Son urbanisation est en partie informelle. Depuis le milieu des années 1980, sa population est presque exclusivement chiite, très politisée et possède son propre système de gestion de services assuré par le Hezbollah¹⁴ (Harb, *op. cit.* : 78). Cette banlieue qui s'affirme comme étant « la seule banlieue contestataire ayant sa propre identité » (Harb, *op. cit.* : 79) revêt d'ailleurs plus les caractéristiques d'une marge que d'une simple périphérie. Issue d'un processus de relégation sociale et spatiale, elle apparaît en effet porteuse d'une production territoriale originale.

En définitive, ces implantations universitaires, qui s'installent toujours plus loin dans les périphéries et les marges du pays, évoquent de nouveaux ancrages géographiques dans la quête de ressources ou de débouchés. Le capital doit ainsi circuler toujours plus rapidement et dans des espaces toujours plus lointains

11 Sur les vingt-trois établissements recensés dans la banlieue de Beyrouth sur la carte 2, dix ont ouvert après 1990. Parmi ces établissements la moitié sont des annexes (onze sur vingt-trois), dont cinq pour la seule université libanaise (UL).

12 Dix-huit universités ont été répertoriées à Beyrouth, dont sept ouvertes après 1990. Dans la capitale libanaise, cinq établissements seulement sont des annexes.

13 Terme qui désigne habituellement en arabe les terres et les habitations entourant une ville. Dans le contexte beyrouthin, il renvoie en revanche plus spécifiquement à cet espace distinct de la ville, qui se détache des autres banlieues de Beyrouth. Pour parler des autres banlieues, les Beyrouthins utilisent le pluriel *al-dawâbi* (Harb, *op. cit.* : 79).

14 Littéralement le « parti de Dieu », le Hezbollah est un groupe islamiste chiite et un parti politique basé au Liban. Il fut créé à la suite de l'intervention militaire israélienne au Liban de 1982, en s'appuyant sur un financement iranien.

pour trouver un « *spatial fix* » (un remède spatial). Le géographe marxiste David Harvey (2001) fait de cette notion la pierre angulaire d'une géopolitique du capitalisme. Pour trouver de nouvelles voies au capital, les déplacements dans l'espace constituent une option¹⁵.

Des universités en concurrence

Parmi les « obstacles » et « *challenges* » à surmonter au moment de la création de la MUBS au début des années 2000¹⁶ figure en première place la forte concurrence que se livrent aujourd'hui les universités privées. « *Il y a beaucoup d'universités, beaucoup de compétition* », indique en effet l'une des doyennes de cette université¹⁷. À bien des égards, le marché libanais de l'enseignement supérieur apparaît saturé. La densité du maillage universitaire impose aux établissements de trouver des moyens pour se démarquer afin de mieux capter la demande estudiantine et rentabiliser leurs investissements. Si ces universités n'échappent pas à l'homogénéisation de l'enseignement supérieur, et notamment l'adoption, pour leur très grande majorité, du modèle d'enseignement supérieur hégémonique, c'est-à-dire américain (Marginson, 2008), elles n'en déploient pas moins des stratégies distinctes pour parvenir à attirer une nouvelle « clientèle » étudiante. Certaines, comme la LIU, réussissent plus que d'autres.

Conquérir de nouveaux marchés... en délocalisant à l'étranger

L'université libanaise internationale (LIU) est, en 2019, la deuxième université du pays après l'université publique, quant aux effectifs étudiants. Cette université a été fondée en 2001 dans la Bekaa orientale, région d'origine de son fondateur, Abdel Rahim Mrad, homme d'affaires sunnite et ministre de l'Enseignement supérieur au moment de la création de l'université. Mrad est également membre du bureau politique du parti nassérien de l'unité (Itihad). C'est au nom de

15 Pour de plus amples éléments sur le *spatial fix* de David Harvey, voir notamment Keucheyan, 2013, p. 150-158.

16 Source : site Internet officiel de la MUBS, page retraçant l'historique de la formation de l'université : http://www.mubs.edu.lb/en/about_mubs/history.aspx (consulté le 12 février 2019).

17 Entretien à Dammour (Liban), octobre 2017.

l'idéologie nassérienne qu'il a d'abord l'idée d'ouvrir des antennes dans les pays arabes¹⁸. Il explique ainsi le développement fulgurant de la LIU :

« En 1976, je suis retourné au Brésil et la volonté de bâtir a pris le dessus sur la volonté de détruire (en référence à la guerre libanaise qui était à ses débuts). Avec quelques amis proches, nous avons donc collecté des dons auprès d'expatriés libanais et auprès de certains pays arabes pour construire une école modèle. Nous ne pensions pas à l'époque que l'idée allait évoluer et que l'école primaire allait se développer en école secondaire, puis technique, qu'une école sportive allait également être créée puis un orphelinat et que tout cela allait conduire à la création de l'université internationale du Liban (LIU), d'abord implantée au cœur de la campagne libanaise puis dans d'autres villes : Beyrouth, Sidon, Tripoli, Nabatieh, Jdeideh puis aux pays arabes et musulmans : du Yémen au Soudan, en passant par le Sénégal, la Tunisie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, la Syrie et l'Égypte parce que c'est ainsi que nous comprenons la Nassiriya et le panarabisme¹⁹. »

La première antenne à l'étranger sera ouverte au Yémen. Aujourd'hui, l'antenne dakaroise de la LIU s'est imposée comme l'une des universités privées les plus importantes dans le paysage de l'offre de formation en pharmacie du pays²⁰.

Élargir le bassin social du recrutement étudiant

Mobiliser un discours a-confessionnel

La logique d'expansion territoriale décrite ci-dessus s'est accompagnée d'une volonté d'élargir le bassin social du recrutement étudiant. Pour ce faire, de nombreuses universités de création récente affichent un discours a-confessionnel : un peu plus de la moitié de celles apparues après la guerre mettent en avant des formes d'ouverture allant de l'exigence vague de « *briser les frontières dans un monde globalisé* » pour l'université américaine de technologie (AUT) jusqu'à

18 Entretien LIU, Beyrouth, octobre 2018.

19 « Biographie du Président du Parti de l'Union, Son éminence le ministre Abdel Rahim Murad », May Mrad, 30 novembre 2014 : <http://www.mepanorama.net>

20 Entretien à Dakar (université Euromed), novembre 2018.

la volonté plus spécifique de « *transcender les religions et les frontières sectaires* » y compris au niveau des « *partis politiques locaux et régionaux* » promue par la MUBS, en passant par la promotion « *d'un accès à l'éducation basé sur la diversité* » pour l'université phénicienne (PU)²¹. Aucune des universités n'affiche de fonctionnement sur des bases confessionnelles.

L'adoption d'un discours a-confessionnel, qui transparait également dans le nom de plusieurs de ces universités (voir carte 1), semble être liée à une stratégie d'attraction d'une plus large « clientèle ». L'exemple de la LIU est ici intéressant. Son fondateur, Abdel Rahim Mrad, se présente comme un grand mécène, offrant ses services généreusement à toute la population de sa région, sans distinction confessionnelle. Suite à sa première nomination en tant que député, il écrit :

« Ce siège parlementaire m'a permis d'offrir encore plus de services aux habitants de la région et poursuivre ainsi une démarche que j'avais commencée dans les années 60 en offrant des aides aux mosquées et aux églises, en construisant des routes, en forant des puits, en construisant des réseaux d'égouts et en aidant des clubs et des associations, sans que l'idée d'un siège au Parlement ne soit d'actualité²². »

Pour M. Mrad, à travers la LIU, il s'agit de construire les bases de « *l'unité éducative arabe* ». La mobilisation du registre pan-arabe ne semble cependant être qu'une stratégie développée en raison de l'appartenance de M. Mrad à un parti politique nassérien. En effet, d'un côté, la LIU offre une formation en anglais, de l'autre, lorsqu'elle s'implante dans des pays comme le Sénégal, elle se fonde complètement dans le paysage universitaire sénégalais et ne fait même plus référence à ses origines libanaises et « pan-arabe ». C'est ainsi que l'antenne libanaise de la LIU a adopté le nom de Euromed University pour attirer une clientèle étudiante venant de la sous-région²³. La LIU poursuit ainsi une logique de développement de marchés locaux au Liban comme à l'étranger, plutôt qu'une logique d'internationalisation.

21 Source : sites Internet des différentes universités privées créées après 1990 reconnues par l'État libanais en 2016. Sur les vingt-quatre établissements recensés, dix-neuf font la promotion de formes de « diversité » tandis que trois d'entre elles n'ont pas pu être recensées à cause d'une adresse Internet non fonctionnelle.

22 « Biographie du Président du Parti de l'Union, Son éminence le ministre Abdel Rahim Murad », May Mrad, 30 novembre 2014 : <http://www.mepanorama.net>

23 Entretien à Dakar (université Euromed), novembre 2018.

Aussi, et en contradiction apparente avec le discours mobilisé à des fins de marketing, la répartition spatiale de ces mêmes établissements rappelle bien souvent une logique d'ancrage dans des territoires marqués par leurs héritages confessionnels. D'abord, aucune des nouvelles universités ne s'est implantée partout au Liban. Seule l'université libanaise (publique) l'est. L'université libanaise internationale (LIU), créée en 2001, est l'université privée qui apparaît la plus disséminée spatialement, mais elle évite les zones à majorité chrétienne. Ces nouvelles universités sont en fait quasiment systématiquement associées à des réseaux confessionnels. La MUBS est associée aux populations druzes par son fondateur et son recrutement étudiant s'en ressent : elle est présente dans tous les grands bassins de population druze et absente dans la Bekaa et le Nord. L'université américaine pour la culture et l'éducation (AUCE) est présente uniquement dans les espaces où l'on trouve des populations chrétiennes, notamment dans les quartiers et les banlieues est de Beyrouth. Les universités de la banlieue sud de Beyrouth, quant à elles, apparaissent très marquées par leurs liens avec le Hezbollah et les populations chiites d'une manière générale. Cette tendance est en revanche moins évidente dans les zones « mixtes » où se croisent régulièrement ces universités comme dans la région du Mont-Liban et aussi et surtout à Beyrouth.

Les frais de scolarité

La question des frais de scolarité est essentielle pour comprendre la manière dont les universités privées tentent de conquérir de nouveaux « marchés » étudiants. Il s'agit pour elles d'un outil utilisé dans le cadre d'une logique « d'ouverture sociale » et qui est mis en place par l'intermédiaire de deux mécanismes principaux.

D'abord, cela consiste à proposer des formations abordables en matière de coûts afin de se démarquer des universités concurrentes, que ce soit par rapport aux universités prestigieuses et leurs frais de scolarité élevés²⁴ ou de l'université publique et sa quasi-gratuité. L'enjeu pour ces nouvelles universités est de se situer entre ces deux modèles en proposant des formations payantes, mais beaucoup moins chères que les universités d'élite. Les coûts de scolarité sont généralement

24 Ils vont de 10 000 dollars américains l'année à l'université Saint-Joseph à 30 000 dollars l'année à l'université américano-libanaise, la plus chère. À l'université américaine de Beyrouth, les frais de scolarités sont d'environ 20 000 dollars l'année.

de l'ordre de l'équivalent de plusieurs milliers d'euros par an²⁵. Cette offre de formation privée plus abordable est parfois mise en avant par les universités qui l'affichent comme étant l'une de leur « valeurs » et de leur « missions » éducatives. Ainsi, l'université phénicienne (PU) évoque son intention de « *former des jeunes de divers milieux sociaux* », tout comme l'université libano-canadienne (LCU) qui indique proposer « *une éducation accessible à tout le monde* », tandis que l'université américaine pour la science et la technologie (AUST) se targue de maintenir ses frais de scolarité à un « *niveau minimum* »²⁶. Mais est-ce vraiment le cas ? Ces trois universités affichent tout de même des frais de scolarité relativement élevés allant de 2 500 dollars américains l'année pour la LCU à presque 8 000 dollars pour l'AUST. Si l'on prend en compte le fait que 80 à 90 % des ressources des universités privées proviennent des frais de scolarité des étudiants (Melonio & Mezouaghi, 2010 : 60) et reposent donc avant tout sur les capacités financières des familles, il devient d'emblée difficile de croire au scénario de l'ouverture sociale promue par ces établissements. C'est le modèle de la « parentocratie » (Brown, 1990), selon une formule éprouvée dans le monde universitaire anglo-saxon, qui résonne dans le cas libanais. Ce modèle prône un système éducatif qui dépend principalement des capacités financières que les parents sont prêts à mobiliser pour leurs enfants. Dans ce système, les familles avec le plus de moyens bénéficient d'un avantage concurrentiel sur le marché de l'éducation. C'est donc une clientèle solvable que recherchent avant tout les universités privées, qui ne peut logiquement pas correspondre aux catégories les plus défavorisées du Liban. Les effets de ce modèle ont pu être mesurés dans les pays anglophones (États-Unis et Royaume-Uni en tête) et vont plus dans le sens d'un creusement des inégalités que d'une démocratisation de l'accès aux études supérieures pour toutes les couches de la société (Boliver, 2011 ; Ball, 1993).

Néanmoins, l'ouverture sociale promise passe par un autre mécanisme : celui des aides financières. En effet, les universités privées proposent des bourses

25 Les prix s'avèrent néanmoins très variables en fonction du cycle d'études (les cycles en master sont plus onéreux) et de la filière choisie dans chacune des universités. Ils vont de 1 000 dollars pour les formations les moins chères à plus de 10 000 dollars l'année.

26 Source : sites Internet des différentes universités privées créées après 1990 accréditées par l'État libanais en 2016. Sur les vingt-quatre établissements recensés, neuf font référence à une volonté de s'adresser à un public diversifié socialement. Dans cette liste, trois universités n'ont pas pu être recensées à cause d'une adresse Internet non fonctionnelle.

d'études et plus fréquemment des crédits financiers à leurs étudiants. La MUBS affiche ainsi sur son site web l'information suivante :

« Le coût des études universitaires est un problème qui préoccupe un nombre important d'étudiants et leurs familles. La MUBS a reconnu ce problème et a donc établi ses frais de scolarité en tenant compte des besoins des étudiants. L'université a instauré un programme de report qui permet aux étudiants admissibles de répartir leurs frais de scolarité sur trois versements pour alléger le fardeau financier²⁷. »

Cette université propose aussi quelques bourses au mérite permettant de couvrir totalement ou partiellement les frais de scolarité, ainsi que la possibilité pour certains étudiants de travailler sur le campus pour payer leurs études. Les étudiants peuvent aussi formuler une demande d'aide financière pour alléger leurs frais de scolarité.

« À la LIU, les étudiants de familles à revenu modeste peuvent également solliciter une réduction de leurs frais d'inscription et ont la possibilité de suivre les cours sans avoir à les payer tout de suite, l'obtention du diplôme étant en revanche conditionnée au défraiement de tous les frais²⁸. »

Par ailleurs, le président de l'université a mis en place un système de bourses attribuées chaque année à l'ensemble des municipalités, des écoles secondaires publiques et privées ainsi qu'aux partis politiques du Liban qui les distribuent aux étudiants de leur choix²⁹. Loin d'être une stratégie désintéressée, ce système permet au président d'entretenir un réseau clientéliste dont il pourra se servir pour asseoir sa position de notable dans sa région. Une réduction des frais de

27 « The cost of a university education is an issue worries a significant number of students and their families. MUBS recognized this problem and accordingly set its tuition and fees with the students' needs in mind. The university has instituted an Deferral Program that allows eligible students to spread their tuition cost over 3 payments to ease the financial burden » (<https://www.mubs.edu.lb/en/financial-aid/general-information.aspx>).

28 Entretien LIU, Beyrouth, octobre 2018.

29 En effet, M. Mrad sera député à plusieurs reprises à partir de 1991 pour le siège sunnite de la Bekaa orientale-Rachaya, puis ministre dans différents gouvernements jusqu'en 2005 dont notamment en 1994 en tant que ministre de l'Éducation professionnelle et technique et en 2000 comme ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur. Il fait son retour au parlement libanais en 2018.

scolarité est également proposée spécifiquement aux étudiants palestiniens (qui bénéficient d'une baisse de 50 %) et plus récemment syriens.

« Certaines organisations non gouvernementales nous amenaient des étudiants syriens et se chargeaient du règlement de leurs frais de scolarité, mais ce n'est plus le cas maintenant, peut-être qu'ils n'ont plus d'argent. »
(Entretien LIU, Beyrouth, octobre 2018)

Jouer la carte de l'internationalisation

L'une des promesses majeures des nouvelles universités tient dans un accès à l'éducation désigné comme « international ». Il se lit d'abord dans les noms de nombreuses universités qui font référence à un pays étranger : université libano-américaine, université libano-canadienne, université libano-allemande (LGU), université libano-française (ULF), etc., autant de dénominations qui rappellent d'emblée la double appartenance libanaise et étrangère de ces institutions. S'il n'est pas mentionné de prime abord, « l'international » se lit ensuite dans les nombreuses accréditations ou « agréments » mis en avant par les universités dans leurs discours. Ces formes de liens avec l'étranger recourent néanmoins des réalités contrastées.

L'international, signe d'excellence ?

Les partenariats avec des institutions étrangères figurent en bonne place des éléments mis en valeur par les nouvelles universités privées et la grande majorité d'entre elles y ont recours. En effet, sur les vingt-quatre universités privées recensées créées après la guerre, dix-sept affichent des partenariats internationaux, tandis qu'une université indique une accréditation en cours et une autre spécifique être en recherche active de partenariats³⁰. Au total, seuls cinq établissements n'ont développé aucun partenariat international³¹. Ces liens avec l'étranger semblent même être au cœur de leur stratégie de développement. L'obtention d'accréditation internationale apparaît ainsi comme une priorité pour plusieurs établissements. Elle est une « *priorité absolue* » pour l'université des arts, des sciences

30 Source : sites Internet officiels des universités.

31 Sur ces cinq établissements, quatre se situent dans la banlieue sud de Beyrouth.

et de la technologie du Liban (AUL)³² ou encore l'une des « *actions prioritaires* » pour l'université Sainte-Famille (USF)³³. Créée en 2015 à Tripoli, l'université AZM (AZMU) indique par le biais d'un message de son Président rechercher des « *accréditations internationales* », précisant que ce travail exigeant en vaut la peine puisqu'il permettrait à son université de « *compter parmi les institutions d'élite au Liban et dans la région* »³⁴. La MUBS, quant à elle, met d'abord en avant le fait de se considérer comme une université internationale, en argumentant que cela est « *très important* », que c'est de cette manière que « *les choses se développent* ».

« Nos principales spécificités par rapport à nos concurrents sont d'abord de proposer des programmes franchisés avec l'université de Cardiff en Angleterre et ensuite de permettre à nos étudiants de disposer de nombreuses opportunités d'échange à l'étranger, très peu de nos concurrents ont cela » explique la doyenne de l'université³⁵.

Dans ces cas de figure, l'international, au-delà d'une forme de distinction classique, renvoie à un certain prestige. Il correspond à un label qui aurait pour fonction de certifier la qualité d'un établissement (Cret, 2007 : 233). Ce phénomène, non réductible au Liban, suit au contraire une tendance indéniable des universités qui depuis une vingtaine d'années veulent être reconnues comme des institutions internationales (Knight, 2015 : 108). Il suit un mouvement normatif, assez général, qui fait que l'international, ou plus exactement ce qui n'est pas national, est systématiquement valorisé (Musselin, 2008 : 21) et bénéficie d'une aura qui le dispense souvent d'apporter la preuve de son efficacité (Lange & Hénaff, 2015 : 19).

Au final, on n'en sait effectivement pas beaucoup sur la nature de ces accréditations. Si les cursus mis en place avec l'Angleterre et les programmes de mobilités étudiantes développés par la MUBS peuvent être retracés, ce n'est pas le cas pour tous les établissements privés d'enseignement supérieur du Liban. Les formes de partenariats affichés vont de l'obtention de doubles diplômes libanais et étranger à de simples « agréments », en passant par des « accords » ou des « conventions ». Dans la plupart des cas, la nature de ces liens n'est pas spécifiée et renvoie à des

32 <https://aul.edu.lb/about-aul> (consulté le 1^{er} mars 2019).

33 <http://www.usf.edu.lb/fr/> (consulté le 1^{er} mars 2019).

34 <http://www.azmuniversity.edu.lb/about/president-message> (consulté le 1^{er} mars 2019).

35 Entretien à Beyrouth, octobre 2017.

réalités très diverses qui semblent correspondre à des degrés d'internationalisation très différents. Le terme d'international n'étant lui-même pas labellisé, il autorise de ce fait les pratiques pédagogiques les plus diverses (Wagner, 2007 : 63). Étant donné qu'il n'existe pas de modèle standardisé de l'université internationale, il en devient un terme « fourre-tout » qui peut prêter à confusion (Knight, *op. cit.*, 2015).

La recherche de la qualité éducative se fonde ici sur le prestige accolé à l'international, mais elle paraît se décliner sous la forme d'un argument commercial. Il s'agit d'une qualité non pas absolue mais relative, qui relève de critères sociaux locaux. Faire montre de sa capacité à attirer des institutions étrangères serait un gage en soi de qualité alors que, dans le même temps, si les institutions investissent beaucoup dans le marketing pour promouvoir ces partenariats internationaux c'est avant tout pour gagner en réputation, en reconnaissance et *in fine* en nombre d'inscrits (Altbach et Knight, 2007 : 301).

Les universités privées du Liban ne sont en revanche pas les seules à tirer profit de ces pratiques. Les pays partenaires de ces établissements jouissent aussi largement de ce processus. En effet, les pays les plus cités sont, par ordre d'importance, les États-Unis, l'Angleterre, la France, le Canada et l'Australie ainsi que quelques pays du sud de l'Europe. Cette liste recouvre les pays désignés comme les principaux exportateurs de services éducatifs dans le monde et qui en tirent les plus grands profits (*Ibid.*). Ils sont une source de revenus importante pour les universités de ces pays où les fonds publics ont drastiquement baissé, comme au Royaume-Uni (*Ibid.*).

Une « américanisation » du système d'enseignement supérieur libanais ?

Les États-Unis ressortent particulièrement dans les mécanismes de mise en place de l'internationalisation de l'enseignement supérieur au Liban. Ils sont d'abord accolés aux noms de cinq universités qui se présentent comme des universités « américaines » auxquelles elles ajoutent divers qualificatifs insistant sur des spécificités liées à la « technologie » telle l'université américaine de technologie (AUT) ou la « culture et l'éducation » pour l'université américaine pour la culture et l'éducation (AUCE). Au-delà de cet aspect, plusieurs universités indiquent avoir

adopté un « système américain d'éducation » (pour l'AUST et la MUT) en revendiquant l'adoption de cursus de type *bachelor*³⁶.

Outre ces éléments, la référence aux États-Unis nous semble englober une influence plus vaste encore pour les nouvelles universités privées libanaises. Les propos de la doyenne de la MUBS permettent d'explicitier cette tendance. Interrogée sur ce que signifie pour elle être une université « moderne »³⁷, elle insiste pour rappeler que la modernité comprend « plusieurs aspects » :

« C'est d'abord être innovant, en offrant des cours en collaboration avec les États-Unis et le Royaume-Uni, c'est utiliser Internet pour les cours et la communication, c'est disposer de personnels enseignants audacieux et entrepreneurs... par exemple, nous organisons la « fête de la science » en proposant des prix à nos étudiants (comme un voyage en Turquie par exemple), nous organisons aussi un événement appelé Jeunes entrepreneurs, avec le soutien d'entreprises locales. Cela signifie encourager nos étudiants. C'est enfin être visible, en sponsorisant des événements comme le marathon de Beyrouth ».

Pour elle, « les universités américaines dans le monde » sont un modèle puisqu'elles préparent les étudiants à « être uniques pour exceller, à être innovants ». Dans une autre de ses antennes, la MUBS propose aux étudiants un éventail de services qui vont du cinéma au yoga en passant par la mise à disposition d'une nutritionniste³⁸. À Aley au sud-est de Beyrouth, la MUBS met également en place des campagnes de sensibilisation à la santé bucco-dentaire et organise des visites médicales dans ses locaux avec des dentistes à destination de la population de la ville³⁹. Ces différents éléments renvoient, d'une manière générale, au modèle de l'université américaine et son aspect international, mais aussi sa dimension entrepreneuriale fondée sur des financements privés à l'image des différents événements organisés par la MUBS. La tendance à proposer des services aux habitants des villes où sont implantées les universités rappelle en outre l'idée d'*outreach*⁴⁰ développée par l'ensemble des universités américaines qui mettent en

36 Le *bachelor's degree* ou baccalauréat universitaire est un grade sanctionnant les trois ou quatre premières années universitaires, clôturant le premier cycle des études supérieures aux États-Unis.

37 En référence au nom de l'université (« université moderne pour les affaires et la science »).

38 Entretien informel (non enregistré) avec la responsable de l'antenne de la MUBS à Aley, février 2018.

39 Observation, Aley, février 2018.

40 Expression qui signifie littéralement « atteindre, tendre le bras vers quelqu'un ».

place des services destinés aux communautés locales afin d'être à la fois visibles et de soigner leur image (Dang Vu, 2014 : 23).

Au final, ces différentes dimensions renvoient au mouvement hégémonique qui tend à généraliser le modèle américain à l'ensemble des systèmes universitaires (Musselin, 2008 : 23 ; Leclerc-Olive *et alii*, 2011 : 13), jusqu'à devenir récemment le modèle unique qui condamne les autres pays à la réforme de leur système universitaire pour se rapprocher de ce modèle dominant (Strassel, 2018). En termes d'exportation de services éducatifs à l'étranger, les États-Unis sont, depuis une dizaine d'années, les plus actifs en la matière (Altbach & Knight, 2007 : 298).

Conclusion

Le développement de l'enseignement supérieur privé au Liban s'inscrit dans le contexte de l'accélération globale du processus de marchandisation de l'enseignement supérieur (Vinokur, 2012). Ce pays s'avère, par ailleurs, un terrain propice pour étudier ce que produit cette marchandisation dans les pays non hégémoniques sur ce « marché ». Les analyses conduites dans le cadre de cette recherche ont ainsi permis de montrer que la marchandisation n'est pas un phénomène monolithique. Même si les logiques sont les mêmes et se structurent autour de la dérégulation des services d'enseignement et de la recherche de profit, les stratégies des établissements sont diverses et certains réussissent mieux que d'autres à tirer les bénéfices d'un marché très lucratif.

Cet article a ainsi tenté de faire ressortir deux grands mécanismes autour desquels les universités privées de la « deuxième vague » articulent leurs stratégies de développement capitaliste jusqu'en 2019. Il s'agit tout d'abord pour elles de proposer un accès à l'éducation supérieure géographiquement facilité. Cela passe par la construction de nouvelles relations entre universités et territoires : se positionner au plus près de populations jusqu'ici partiellement exclues de l'accès à l'enseignement supérieur dans les espaces périphériques urbains et ruraux du pays et qui représentent un nouveau marché étudiant à conquérir. Elles se voient en outre bien souvent encouragées dans leur démarche par les pouvoirs locaux qui voient dans les universités des aménités urbaines dotées d'un certain prestige. Ces logiques ont conduit à une multiplication du nombre d'universités sur le territoire national. En dépit d'un discours dénonçant parfois les dérives sectaires ayant caractérisé l'histoire récente des universités et de la société libanaise en

général, ces nouveaux établissements se fondent néanmoins toujours sur des logiques confessionnelles pour amorcer leur développement.

Ensuite, pour faire face à la forte concurrence et aux difficultés de recrutement qui en découlent bien souvent, ces établissements ont mis en place des stratégies distinctes pour élargir leur bassin de recrutement étudiant, comme le montrent les cas de la LIU et de la MUBS particulièrement analysés dans cet article. D'un côté, la LIU s'appuie sur un réseau d'influence local et mobilise les ressources socio-économiques et politiques de son fondateur pour développer une offre de formation délocalisée, d'abord au niveau national puis régional et international, et à faible coût. La MUBS de son côté propose une mise en récit valorisant l'international et table sur « l'excellence » de son offre de formation cautionnée par des partenariats avec des universités étrangères. Cet établissement a ainsi beaucoup investi dans la construction de partenariats internationaux — largement orientés vers les pays occidentaux — à la recherche du prestige qui y est associé et de la qualité des formations qui est censée en découler. Cette logique conduit *in fine* à proposer une éducation largement inspirée du modèle des universités américaines.

Si l'on peut aujourd'hui parler d'une augmentation quantitative de l'offre d'enseignement supérieur libanais, les établissements privés de la « seconde vague » auxquels nous nous sommes intéressés dans cette recherche questionnent le sens que revêt aujourd'hui au Liban le terme d'université. En effet, la plupart de ces établissements n'accordent qu'un intérêt très restreint à la dimension « recherche » malgré un discours sur la valorisation de l'international, se contentant de proposer des formations spécifiques dans certaines disciplines. Par ailleurs, la question de la qualité de l'éducation promue par ces établissements reste ouverte, alors même que son identification demeure un des principaux moteurs des marchés scolaires (Felouzis *et alii*, 2013 : 4). Le scandale des diplômes falsifiés vendus par l'AUCE à des militaires et des civils, qui a éclaté en 2018 (Al Akhbar, 2018), montre bien la nécessité de mener des enquêtes approfondies pour comprendre ce que fait la prolifération de ce type d'établissement à l'éducation dans des pays comme le Liban⁴¹. Celle-ci a potentiellement des impacts à la fois sur la qualité et le type d'enseignement offert de même que sur la composition socio-démographique de la population étudiante.

41 <https://al-akhbar.com/Politics/254686>

Enfin, les nombreux événements que le pays a connus depuis 2019 risquent bien, encore une fois, de reconfigurer le paysage de l'enseignement supérieur au Liban. D'abord l'intifada du 17 octobre 2019 qui a montré que l'une des principales raisons ayant conduit les classes populaires et moyennes et en particulier la jeunesse libanaise, à se révolter durant de nombreuses semaines est l'accès à un enseignement supérieur gratuit et de qualité⁴². Le mouvement étudiant est ainsi l'un des principaux moteurs de la révolte au Liban depuis lors. Ensuite, la crise économique qui s'est abattue sur la population, la dévaluation de la livre libanaise et, pour couronner le tout, l'explosion qui a ravagé Beyrouth le 4 août 2020, ont contribué à paupériser une large partie de la classe moyenne — celle qui avait auparavant les moyens d'envoyer ses enfants dans le privé. L'avenir de plusieurs établissements privés semble donc, au moment de la parution de cet article, bien compromis (An Nahar, 2020). La suite dépendra des choix politiques et économiques des prochaines années.

Bibliographie

- AL AKHBAR, 2018, « Dossier de la vente de faux diplômes : enquêtes terminées... et le ministère de l'Éducation réagit » [en arabe], juillet 2018 : <https://al-akhbar.com/Politics/254686>
- ALTBACH Philip & KNIGHT Jane, 2007, « The internationalization of higher education: motivations and realities », *Journal of Studies in International Education*, vol. 11, n° 3-4, pp. 290-305.

42 Cf le documentaire sonore réalisé pendant les 20 premiers jours de l'intifada témoigne de l'importance du mouvement étudiant dans la révolte : Kabbanji Lama et Doumit Carine, 2019, « La révolution bruit », Documentaire sonore en arabe, 49 minutes, diffusé sur le média indépendant Mégaphone : https://soundcloud.com/lama-kabbanji-406149497/20191211_lebanonintifada_docusonore?fbclid=IwAR2EgXfobQqwKqnHVfmAkdAcIUtlp3mpWj-R8Lcgaojh8NQALNq1l1SwIc8

- AN Nahar, 2020, «La crise de l'enseignement supérieur sera la plus dangereuse pendant des décennies. La baisse du niveau d'apprentissage affecte négativement la croissance économique» [en arabe], 13 mai 2020 : <https://newspaper.annahar.com/article/1186547--نوكتس-يلاعل-اميلعتل-مزل-عجارت-ةلبقم-دوم-دوق-عل-رطخال-يف-ابل-س-رثوي-ملعتل-اىوتسم-عجارت-ةلبقم-دوم-دوق-عل-رطخال>
- AWADA Hala, TABAR Paul, KABBANJI Lama & HASBANI Mariam, 2019, «Une lecture de la structuration du champ académique en sciences sociales au Liban : le cas de l'université américaine de Beyrouth, de l'université libanaise et de l'université libano-américaine» [en arabe], *Idafat*, n° 45, pp. 203-231.
- BALL Stephen, 1993, «Education markets, choice and social class: the market as a class strategy in the UK and the USA», *British Journal of Sociology of Education*, vol. 14, n° 1, pp. 3-19
- BAUMANN Hannes, 2016, *Citizen Hariri. Lebanon's Neoliberal Reconstruction*, Londres, Hurst & Cie.
- BEYHUM Nabil, 1994, «Université et territoires à Beyrouth. L'histoire d'une fragmentation poussée trop loin», *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 62-63, pp. 31-38.
- BOLIVER Vikki, 2011, «Expansion, differentiation and the persistence of social class inequalities in British Higher Education», *Higher Education*, vol. 61, n° 3, pp. 229-242.
- BOURDIEU Pierre, 1989, *La Noblesse d'État*, Paris, Éditions de Minuit.
- BROWN Phillip, 1990, «The 'Third Wave': education and the ideology of parentocracy», *British Journal of Sociology of Education*, vol. 11, n° 1, pp. 65-86.
- CRET Benoit, 2007, «Stratégies d'établissement, stratégies d'accréditation», *Revue française de gestion*, vol. 178-179, n° 9, pp. 233-250.
- DANG VU Hélène, RATOUIS Olivier, BENSOUSSAN Bernard & CORDONNIER Sarah, 2015, «Universités et métropoles : stratégies croisées ou constructions parallèles?» in E. Campagnac-Ascher (dir.), *Économie de la connaissance, une dynamique métropolitaine?*, Paris, Le Moniteur, pp. 237-262.
- DANG VU Hélène, 2014, «Les grandes universités face aux enjeux de la production urbaine», *Espaces et sociétés*, vol. 159, n° 4, pp. 17-35.
- DAVIE Michael, 2008, «Internet et les enjeux de la cartographie des religions au Liban», *Géographie et cultures*, n° 68, pp. 81-98.
- FÉLOUZIS Georges, MAROY Christian & VAN ZANTEN Agnès, 2013, *Les Marchés scolaires*, Paris, Presses universitaires de France.

- HARB Mona, 2003, «La Dâhiye de Beyrouth : parcours d'une stigmatisation urbaine, consolidation d'un territoire politique», *Genèses*, vol. 51, n° 2, pp. 70-91.
- HARVEY David, 2001, *Spaces of Capital: Towards a Critical Geography*, Édimbourg, Edinburgh University Press.
- HERRARA Linda, 2006, «Higher Education in the Arab world», in J.F. Forest, P. Altbach (eds.), *International Handbook of Higher Education*, Dordrecht, Springer, pp. 409-421.
- JESSOP Bob, 2017, «Varieties of Academic Capitalism and Entrepreneurial Universities», *Higher Education*, vol. 6, n° 73, 853-870 : <https://doi.org/10.1007/s10734-017-0120-6>
- JESSOP Bob, 2018, « On academic capitalism », *Critical Policy Studies*, vol. 1, n° 12, pp. 104-109 : <https://doi.org/10.1080/19460171.2017.1403342>
- KABBANJI Jacques, 2012, « Heurs et malheurs du système universitaire libanais à l'heure de l'homogénéisation et de la marchandisation de l'enseignement supérieur », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 131, pp. 127-146.
- KABBANJI Lama, AWADA Hala, HASBANI Mariam, EL HACHEM Elsa & TABAR Paul, 2019, « Studying abroad: A necessary path towards a successful academic career in social sciences in Lebanon? » *International Review of Sociology*, vol. 29, n° 3, pp. 390-408.
- KEUCHEYAN Razmig, 2013, *Hémisphère gauche. Une cartographie des nouvelles pensées critiques*, Paris, Zones.
- KNIGHT Jane, 2015, « International Universities: misunderstandings and emerging models? », *Journal of Studies in International Education*, vol. 19, n° 2, pp. 107-121.
- LANGE Marie-France & HENAFF Nolwen, 2015, « Politiques, acteurs et systèmes éducatifs entre internationalisation et mondialisation. Introduction », *Revue Tiers Monde*, vol. 223, n° 3, pp. 11-28.
- LECLERC-OLIVE Michèle, SCARFO GHELLAB Grazia & WAGNER Anne-Catherine, 2011, *Les Mondes universitaires face au marché*, Paris, Karthala.
- MARGINSON Simon, 2008, « Vers une hégémonie de l'université globale ». *Critique internationale*, vol. 2, n° 39, pp. 87-107: <https://doi.org/10.3917/cii.039.0087>
- MELONIO Thomas & MEZOUAGHI Mihoub, 2010, « Le financement de l'enseignement supérieur en Méditerranée. Cas de l'Égypte, du Liban et de la Tunisie », Paris, Agence française de développement.

- MUSSELIN Christine, 2008, «Vers un marché international de l'enseignement supérieur?», *Critique internationale*, vol. 39, n° 2, pp. 13-24.
- SLAUGHTER Sheila & BARRET Taylor, 2015, *Higher Education, Stratification, and Workforce Development: Competitive Advantage in Europe, the US, and Canada*, New York, Springer Berlin Heidelberg.
- STRASSEL Christophe, 2018, «Les enjeux géopolitiques de la mondialisation universitaire», *Hérodote*, vol. 168, n° 1, pp. 9-38.
- VELTZ Pierre, 2014, *Mondialisation, villes et territoires*, Paris, Presses universitaires de France.
- VINOKUR Annie, 2012, «Réflexions sur la place du marché dans l'éducation», *Carrefours de l'éducation*, vol. 2, n° 24, pp. 15-27.
- WAGNER Anne-Catherine, 2007, *Les Classes sociales dans la mondialisation*, Paris, La Découverte.